

PLAN STRATÉGIQUE 2026–2030

DIKO



www.ongdiko.org

Édition et composition graphique par:
Teresa Almansa - www.teresalmansa.com

INDICE

Préface **4**

Résumé **6**

Introduction **8**

Vision, Mission, Valeurs et Principes **10**

Contexte, externe et interne **16**

Contexte externe 17

Opportunités du contexte externe 19

Menaces du contexte externe 20

Contexte interne 21

Gestion des risques **28**

Sécurité et accès **32**

Priorisation géographique stratégique **34**

Approches et principes stratégiques **36**

Approches transversales 37

Principes stratégiques de financement 39

Principes de plaidoyer 40

Objectifs stratégiques et priorités de DIKO **42**

Objectifs stratégiques de Livraison (OL) 43

Objectifs Organisationnels stratégiques (OO) 48

Partenariat et relations stratégiques de DIKO **52**

Communication et visibilité **56**

Contrôle, évaluation et apprentissage **58**

Budget indicatif **64**

Chronogramme **66**



PRÉFACE

Le présent Plan stratégique 2026-2030 intervient dans un contexte national, régional et international marqué par une évolution rapide des besoins des populations, des défis humanitaires et de développement, ainsi que par de nouvelles exigences en matière de qualité, de redevabilité, de conformité, de mobilisation des ressources et de coordination entre les acteurs. Pour une organisation nationale comme DIKO, ces réalités constituent à la fois un appel à l'adaptation, au renforcement institutionnel et à l'affirmation d'un leadership responsable au service des communautés vulnérables.

Ce plan stratégique traduit la volonté de DIKO de consolider son rôle d'acteur humanitaire et de développement de référence au Niger, tout en renforçant sa contribution à la localisation de l'aide, à la qualité des interventions, à la protection des populations, à la sécurité alimentaire, à l'autonomisation des femmes et des jeunes, à la cohésion sociale et à la résilience des communautés. Il reflète également l'ambition de l'organisation d'élargir progressivement son expertise, à travers des partenariats techniques, des appuis ciblés ou une présence sélective dans certains pays africains, lorsque les conditions institutionnelles, opérationnelles et partenariales le permettront.

L'élaboration de ce document s'inscrit dans une démarche participative et collaborative, nourrie par l'expérience des équipes de DIKO, les enseignements tirés des années précédentes, les attentes des communautés, les priorités nationales et les orientations des partenaires. Elle a permis de réexaminer la vision, la mission, les valeurs, les principes, les approches de travail, les objectifs de livraison et les objectifs organisationnels de DIKO, afin de les adapter aux réalités actuelles et aux ambitions de l'organisation pour la période 2026-2030.

Ce plan constitue désormais un cadre de référence pour orienter les décisions stratégiques, opérationnelles et institutionnelles de DIKO. Il guidera la planification, la mobilisation des ressources, le développement des partenariats, le renforcement des capacités internes, la gestion des risques, la sécurité et l'accès humanitaire, le suivi-évaluation-apprentissage, ainsi que la redevabilité envers les communautés, les autorités, les partenaires et l'ensemble des parties prenantes.

Au nom du Conseil d'Administration, j'exprime ma reconnaissance à l'ensemble des équipes de DIKO pour leur engagement, leur professionnalisme, leur disponibilité et leur contribution à ce processus stratégique. J'adresse également mes remerciements aux partenaires techniques et financiers, aux autorités, aux organisations de la société civile, aux communautés et à toutes les personnes qui accompagnent DIKO dans sa mission. Leur confiance, leur collaboration et leurs appuis constituent des leviers essentiels pour renforcer l'impact de notre action.

À travers ce Plan stratégique 2026-2030, DIKO réaffirme son engagement à agir avec responsabilité, intégrité, proximité et professionnalisme pour accompagner les populations vulnérables, renforcer leur résilience et contribuer à un développement plus juste, inclusif et durable.

Ensemble, nous continuerons à bâtir des réponses adaptées, responsables et porteuses d'espoir pour les communautés que nous servons.



M. Mahamadou Tari Bako
Président du Conseil d'Administration DIKO



RÉSUMÉ

Le plan stratégique 2026-2030 constitue le cadre de référence de DIKO pour orienter son action humanitaire et de développement au Niger. Il précise la vision, la mission, les valeurs, les principes de travail, les approches stratégiques et les priorités de l'organisation dans un contexte national marqué par des besoins croissants des populations, des contraintes d'accès, des défis climatiques, alimentaires, sanitaires, économiques et sociaux, ainsi que par l'évolution des mécanismes de coopération et de financement.

Ce plan vise à renforcer la capacité de DIKO à répondre de manière pertinente, responsable et efficace aux besoins des communautés vulnérables, tout en contribuant à leur résilience, à leur autonomisation et à leur accès équitable aux services sociaux de base. Il s'appuie sur l'expérience de l'organisation, sa présence de proximité dans plusieurs régions du Niger, son engagement en faveur des droits humains, de la justice sociale, de la paix, de la protection, de la sécurité alimentaire, de l'autonomisation des femmes et des filles, ainsi que de la qualité de l'action humanitaire.

Pour la période 2026-2030, le plan stratégique de DIKO s'articule autour de cinq objectifs de livraison et de trois objectifs organisationnels. Les objectifs de livraison portent sur la participation et l'autonomisation des femmes et des filles, le développement durable des communautés rurales, la cohésion sociale et la paix, la réponse humanitaire intégrée aux crises, ainsi que le renforcement de la localisation, la souveraineté humanitaire et du leadership des ONG nationales et locales. Les objectifs organisationnels visent à assurer des financements suffisants et de qualité, renforcer les capacités institutionnelles, organisationnelles et techniques de DIKO, et positionner l'organisation comme un acteur humanitaire et de développement de référence au Niger.

Le plan accorde une attention particulière à la qualité des interventions, à la sécurité et à l'accès humanitaire, à la conformité, à la transparence, à la redevabilité envers les communautés et les partenaires, à la gestion des risques, à la mobilisation des ressources et au suivi-évaluation-apprentissage. Il constitue ainsi un outil de pilotage stratégique, de dialogue partenarial et de renforcement institutionnel pour accompagner DIKO dans son développement et dans sa contribution durable au bien-être des populations vulnérables.



INTRODUCTION

DIKO est une organisation non gouvernementale nigérienne de développement et d'action humanitaire, créée le 22 octobre 2006 sous le nom d'Association pour le Secours aux Populations Vulnérables (ASPV), avant d'évoluer en 2009 vers le statut d'ONG sous l'appellation DIKO, qui signifie « soutien » en langue zarma. Depuis sa création, DIKO s'est engagée aux côtés des populations vulnérables afin de promouvoir la dignité humaine, la justice sociale, le respect des droits humains, l'accès équitable aux services sociaux de base, la paix, la sécurité alimentaire, la protection et l'autonomisation des communautés.

Forte de son expérience et de son ancrage dans plusieurs régions du Niger, DIKO intervient aussi bien dans les contextes de développement que dans les situations de crise. Ses actions ciblent particulièrement les femmes, les enfants, les jeunes, les personnes déplacées, les personnes vivant avec un handicap et les communautés affectées par les vulnérabilités économiques, sociales, climatiques, alimentaires, sanitaires ou sécuritaires. L'organisation développe des réponses adaptées aux besoins des populations, tout en veillant au respect de leur dignité, à la participation communautaire, à la redevabilité et à l'articulation entre urgence, relèvement, développement et paix.

L'élaboration du présent Plan stratégique 2026-2030 s'appuie également sur les résultats de l'évaluation participative du Plan stratégique 2022-2025. Cette revue, conduite par une équipe interne pluridisciplinaire, a permis d'apprécier le niveau de mise en œuvre du plan précédent, la pertinence des orientations retenues et leur adéquation avec l'évolution du contexte humanitaire au Niger et au Sahel. Elle a mis en évidence des résultats globalement satisfaisants, marqués par une atteinte significative des objectifs de livraison et des objectifs organisationnels, ainsi qu'une mobilisation de plus de 80 % du budget prévisionnel, malgré un environnement caractérisé par des mutations humanitaires, géopolitiques et financières majeures, notamment le retrait ou la réduction de l'engagement de plusieurs bailleurs.

Les conclusions de cette évaluation soulignent que la mise en œuvre du Plan stratégique 2022-2025 a constitué un véritable déclic pour le développement institutionnel de DIKO. Elle a contribué à renforcer son leadership, sa visibilité, son ancrage communautaire, ses capacités de gestion et son positionnement comme acteur humanitaire national de premier plan au Niger et au Sahel. L'expérience acquise au cours de cette période confirme la capacité de DIKO à s'adapter à des contextes complexes, à maintenir la qualité de ses interventions et à contribuer activement au renforcement des organisations nationales et locales dans une perspective de localisation et de souveraineté humanitaire.

Ainsi, le Plan stratégique 2026-2030 ne se présente pas seulement comme une continuité du cycle précédent, mais comme une étape de consolidation, d'ambition et de transformation. Il traduit les enseignements tirés de l'évaluation 2022-2025 et vise à renforcer la cohérence des interventions, la durabilité des résultats, la diversification des partenariats, la mobilisation de ressources de qualité, la redevabilité envers les communautés et l'influence de DIKO dans les débats nationaux, régionaux et internationaux sur le leadership humanitaire local.

Dans cette dynamique, DIKO entend également inscrire son développement dans une perspective d'ouverture régionale progressive. Forte de son expérience au Niger, de son expertise dans l'action humanitaire, le développement communautaire, la protection, la sécurité alimentaire, la cohésion sociale et la localisation de l'aide, l'organisation ambitionne d'explorer, de manière structurée et responsable, des possibilités d'externalisation de son expertise, de coopération technique ou d'implantation sélective dans certains pays africains. Cette orientation se fera en cohérence avec ses capacités institutionnelles, ses valeurs, ses principes humanitaires, les besoins identifiés et les opportunités de partenariat, afin de contribuer plus largement aux réponses humanitaires et de développement sur le continent.

Il permettra à DIKO de concentrer ses efforts autour de priorités clairement définies, de renforcer la cohérence de ses interventions, d'améliorer ses capacités institutionnelles et opérationnelles, de diversifier ses partenariats, de mobiliser des ressources de qualité et de mieux répondre aux besoins des populations. Fidèle à ses valeurs et à ses principes humanitaires, DIKO réaffirme ainsi son engagement en faveur d'un développement juste, inclusif, durable et centré sur les communautés.



VISION, MISSION, VALEURS ET PRINCIPES

DIKO a revu sa vision et sa mission, pour la rendre plus explicite, tout en conservant son contenu essentiel d'origine.

VISION

Nous rêvons d'un monde **juste, équitable** et **inclusif** dans lequel toutes les personnes, en particulier les femmes et les enfants, peuvent jouir de c**onditions de vie dignes et d'un plein développement humain** intégral.

MISSION

Promouvoir et défendre la **dignité humaine et les droits** sociaux, économiques, politiques, écologiques et culturels, des **groupes sociaux les plus vulnérables, notamment des femmes et des enfants** à travers la culture de la **paix**, l'accès juste et équitable aux ressources et aux **services sociaux de base**, à **l'autonomisation des femmes** et la **protection et à l'assistance** adéquate aux populations affectées par les **crises humanitaires**.



VALEURS ET PRINCIPES

Valeurs institutionnelles de DIKO

Les valeurs de DIKO constituent le socle éthique de son engagement humanitaire et de développement. Elles orientent sa gouvernance, ses relations avec les communautés, ses choix programmatiques, ses partenariats et la conduite de ses équipes sur le terrain.



DIGNITÉ HUMAINE

DIKO place la dignité humaine au cœur de son action. Elle veille à ce que toute personne accompagnée soit traitée avec respect, écoute et considération, quelles que soient sa situation, son origine, son genre, son âge, son handicap, son statut ou sa vulnérabilité.



JUSTICE SOCIALE

DIKO promeut l'équité, l'accès aux droits et la réduction des inégalités. Ses interventions visent à soutenir les personnes et communautés les plus vulnérables, en accordant une attention particulière aux femmes, aux enfants, aux jeunes, aux personnes déplacées, aux personnes vivant avec un handicap et aux groupes marginalisés.



PAIX ET COHÉSION SOCIALE

DIKO contribue à la prévention des conflits, au dialogue communautaire, à la coexistence pacifique et au renforcement des liens sociaux. Elle privilégie des approches sensibles aux conflits, respectueuses des dynamiques locales et fondées sur le principe « ne pas nuire ».



LEADERSHIP RESPONSABLE

DIKO affirme un leadership national fondé sur la responsabilité, l'exemplarité, la collaboration et la valorisation des compétences locales. Elle contribue à la localisation de l'aide, au renforcement du rôle des ONG nationales et à la promotion d'une action humanitaire plus proche des communautés, basée sur le principe de Souveraineté Humanitaire.



INTÉGRITÉ

DIKO agit avec probité, honnêteté et responsabilité dans sa gouvernance, sa gestion, ses interventions et ses relations avec les communautés, les autorités, les partenaires et les bailleurs. L'intégrité guide la prévention de la fraude, de la corruption, des abus et de tout comportement contraire à l'éthique humanitaire.

Principes humanitaires et opérationnels

Dans la mise en œuvre de ses programmes, DIKO s'appuie sur des principes qui garantissent la qualité, la responsabilité, la neutralité opérationnelle et la redevabilité de son action auprès des communautés et des partenaires.



INDÉPENDANCE

DIKO préserve son autonomie de décision, d'analyse et d'action afin d'intervenir conformément à sa mission, à ses valeurs et aux besoins des populations, sans influence politique, religieuse, économique ou institutionnelle compromettant son mandat.



IMPARTIALITÉ

DIKO apporte son assistance sans discrimination. Ses interventions sont guidées par l'analyse des besoins, le degré de vulnérabilité, l'urgence de la situation et la capacité d'atteindre les personnes les plus affectées.



NEUTRALITÉ

DIKO ne prend pas parti dans les hostilités, les tensions politiques, ethniques, religieuses ou idéologiques. Elle conserve toutefois la responsabilité d'alerter, de documenter et de plaider, de manière responsable, lorsque les droits, la dignité ou la sécurité des populations sont gravement menacés.



INCLUSION ET DIVERSITÉ

DIKO reconnaît la diversité des personnes, des cultures, des identités, des capacités et des situations sociales. Elle veille à ce que ses actions soient accessibles, adaptées et inclusives, notamment pour les femmes, les filles, les enfants, les personnes vivant avec un handicap et les groupes exposés à l'exclusion.



EXCELLENCE ET QUALITÉ

DIKO recherche l'amélioration continue de ses programmes, de ses procédures et de ses pratiques professionnelles. Elle s'engage à fournir des services pertinents, sûrs, dignes, efficaces et conformes aux standards humanitaires reconnus.



TRANSPARENCE

DIKO assure une gestion claire, rigoureuse et traçable de ses ressources, de ses engagements et de ses résultats. Elle favorise l'accès à l'information pertinente pour les communautés, les autorités, les partenaires, les bailleurs et les autres parties prenantes.

PARTICIPATION ET REDEVABILITÉ

DIKO implique les communautés à toutes les étapes de ses interventions, de l'analyse des besoins à l'évaluation des résultats. Elle met en place des mécanismes de communication à double sens, de retour d'information, de gestion des plaintes et réclamations et de reddition de comptes.

EFFICACITÉ ET EFFICIENCE

DIKO veille à atteindre des résultats concrets, mesurables et durables, en utilisant de manière responsable les ressources humaines, financières, matérielles et techniques disponibles.

PARTAGE RESPONSABLE DES CONNAISSANCES

DIKO valorise la capitalisation et le partage responsable de ses expériences, outils et apprentissages avec ses équipes, ses partenaires, les ONG nationales et locales, ainsi que les acteurs humanitaires nationaux et internationaux. Ce partage respecte la confidentialité, la dignité des communautés et la propriété des informations, et vise à renforcer l'apprentissage collectif, la coordination, la souveraineté humanitaire et la qualité de l'action humanitaire.

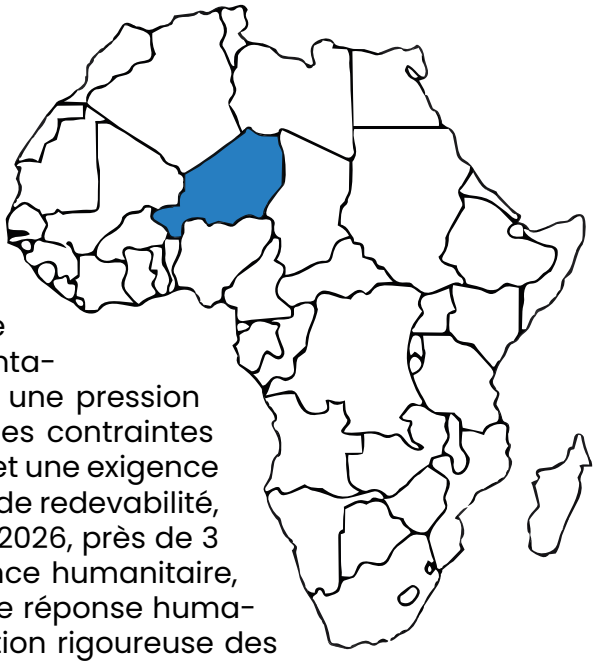



NTA



CONTEXTE, EXTERNE ET INTERNE

CONTEXTE EXTERNE



Le Niger évolue dans un environnement humanitaire complexe, marqué par la combinaison de crises sécuritaires, politiques, économiques, climatiques, sanitaires, alimentaires et sociales. Pour une organisation humanitaire nationale comme DIKO, ce contexte se traduit par une augmentation continue des besoins des populations, une pression accrue sur les capacités opérationnelles, des contraintes d'accès dans plusieurs zones d'intervention et une exigence plus forte en matière de qualité, de sécurité, de redevabilité, de conformité et de gestion des risques. En 2026, près de 3 millions de personnes ont besoin d'assistance humanitaire, dont environ 2 millions ciblées par le Plan de réponse humanitaire national, ce qui impose une priorisation rigoureuse des interventions, fondée sur les besoins réels, la vulnérabilité, la faisabilité opérationnelle et la capacité d'atteindre les communautés en toute sécurité.

Prés de

3 Millions

personnes ont besoin d'assistance humanitaire

Environ

2 Millions

ciblées par le Plan de réponse humanitaire national

La crise sécuritaire constitue un facteur déterminant pour la planification et la mise en œuvre des interventions humanitaires. Au 31 décembre 2025, le Niger comptait environ 98.366 personnes déplacées de force, incluant des personnes déplacées internes et des réfugiés. Cette situation entraîne des besoins importants en protection, assistance alimentaire, nutrition, santé, eau-hygiène-assainissement, éducation en situation d'urgence, relèvement précoce et appui psychosocial. Dans les régions affectées, notamment Tillabéri, Diffa, Tahoua, Maradi, Dosso et certaines zones frontalières, DIKO doit renforcer l'analyse de contexte, la gestion sécuritaire des mouvements, la coordination avec les autorités et les acteurs humanitaires, ainsi que les mécanismes communautaires d'acceptation et d'alerte.

Le contexte national et régional connaît des évolutions importantes qui influencent l'environnement de travail des organisations humanitaires et de développement. Ces évolutions se traduisent par une redéfinition progressive des priorités publiques, des mécanismes de coopération, des modalités de financement et des exigences de coordination entre les acteurs. Pour DIKO, cette situation appelle une adaptation continue à l'environnement institutionnel, le renforcement des relations constructives avec les autorités, les partenaires techniques et financiers, les organisations de la société civile et les communautés, ainsi qu'une attention accrue à la conformité, à la transparence, à la qualité des interventions et à la gestion responsable des ressources.

L'accès humanitaire demeure une contrainte majeure pour les organisations opérant sur le terrain. L'insécurité, les autorisations administratives, les escortes, les restrictions de mouvements, les coûts logistiques, la dégradation des routes et les risques d'acceptation communautaire peuvent retarder ou limiter l'assistance aux populations affectées. Dans ce contexte, DIKO doit maintenir une planification flexible, développer des modalités d'intervention adaptées, renforcer ses partenariats locaux, actualiser régulièrement ses procédures de sécurité et privilégier les approches fondées sur la proximité, l'écoute communautaire, la neutralité opérationnelle et le respect du principe « ne pas nuire ».

Les effets du changement climatique aggravent les vulnérabilités et modifient la nature des réponses humanitaires. Les sécheresses, les inondations, la dégradation des terres, la pression sur les ressources naturelles et l'irrégularité des campagnes agricoles affectent directement les moyens d'existence, l'accès à l'eau, la sécurité alimentaire, la santé et la cohésion sociale. En 2025, les inondations ont affecté des centaines de milliers de personnes, détruit des habitations et endommagé des terres cultivées. Pour DIKO, ces réalités exigent une meilleure intégration de la réduction des risques de catastrophe, de l'adaptation climatique, de la protection de l'environnement et du relèvement communautaire dans les projets humanitaires et de développement.

La sécurité alimentaire reste une priorité opérationnelle majeure. En 2026, environ 2,4 millions de personnes pourraient être confrontées à une insécurité alimentaire sévère, avec des besoins d'assistance alimentaire particulièrement élevés pendant la période de soudure. Les ménages déplacés, les ménages très pauvres, les femmes cheffes de ménage, les enfants, les personnes âgées et les personnes vivant avec un handicap sont les plus exposés. Les interventions doivent tenir compte de la disponibilité alimentaire, de l'accès aux marchés, de l'évolution des prix des denrées, des initiatives de l'État et des partenaires, ainsi que des capacités locales de production. Pour DIKO, cela suppose de combiner assistance immédiate, relèvement des moyens d'existence, appui aux systèmes agricoles locaux, transferts monétaires lorsque le contexte le permet, nutrition communautaire et suivi régulier des marchés.

7 contraintes à l'accès humanitaire

Insécurité

•

Autorisations administratives

•

Escortes

•

Restrictions de mouvements

•

Coûts logistiques

•

Dégradation des routes

•

Acceptation communautaire

Le contexte sanitaire et nutritionnel fragilise davantage les communautés affectées par les crises. Les maladies récurrentes, les épidémies, la malnutrition aiguë, l'accès limité aux services de santé et les ruptures possibles dans la disponibilité des intrants essentiels augmentent les risques pour les femmes, les enfants, les personnes déplacées et les ménages pauvres. En 2026, environ 1,6 million d'enfants pourraient être affectés par la malnutrition aiguë, dont près de 400.000 par la malnutrition aiguë sévère. DIKO devra renforcer les liens entre nutrition, santé communautaire, sécurité alimentaire, protection, eau-hygiène-assainissement et redevabilité communautaire, afin de proposer des réponses intégrées et adaptées aux vulnérabilités locales.

Sur le plan économique et social, le pays reste confronté à des défis structurels liés à la pauvreté, au sous-financement du développement, à la pression démographique, au chômage et au sous-emploi des jeunes, ainsi qu'aux besoins croissants en services sociaux de base. Dans un contexte où les financements disponibles demeurent insuffisants par rapport aux besoins, DIKO doit renforcer la priorisation de ses interventions, diversifier ses partenariats, améliorer la qualité de ses propositions, démontrer l'impact de ses actions et investir davantage dans la mobilisation de ressources. Cette approche permettra de répondre aux besoins immédiats tout en contribuant progressivement à la résilience, à l'autonomisation économique, à la cohésion sociale et au leadership local, en fin a un développement et action humanitaire basée sur la souveraineté des peuples.

Opportunités du contexte externe

L'analyse du contexte externe met en évidence plusieurs opportunités susceptibles de renforcer le positionnement stratégique de DIKO et de faciliter la mise en œuvre de sa mission. Ces opportunités concernent principalement l'intérêt croissant des partenaires pour le Niger, la dynamique de collaboration entre ONG nationales et internationales, l'accès à certains mécanismes de financement et la progression de l'agenda de localisation de l'aide humanitaire.



Intérêt accru des partenaires techniques et financiers pour le Niger : la vulnérabilité du pays face aux crises sécuritaires, climatiques, alimentaires et sociales renforce l'attention des acteurs humanitaires et de développement.



Développement des consortiums entre ONG nationales et internationales : l'exigence croissante des bailleurs en faveur de partenariats structurés offre à DIKO des possibilités de collaboration, de complémentarité et de renforcement institutionnel.



Accès à des financements de coopération décentralisée : les mécanismes de financement mobilisables à travers la coopération décentralisée espagnole, notamment via l'ONG ACPP, constituent une opportunité à consolider.



Engagement renforcé autour de la localisation de l'aide humanitaire : l'intérêt de plusieurs bailleurs pour le respect des engagements de localisation peut favoriser le leadership des ONG nationales et renforcer le rôle stratégique de DIKO, basée sur son expérience solide des derniers années et le développement de systèmes intégrés de gestion de différents aspects clé de la localisation et la souveraineté humanitaire, comme le SIGPeR et d'autres.

Menaces du contexte externe

L'environnement externe présente également plusieurs menaces susceptibles d'affecter la stabilité financière, la continuité opérationnelle et la capacité de DIKO à mettre en œuvre ses interventions. Ces menaces peuvent devenir des risques qui doivent être anticipés afin de préserver la qualité des programmes, la sécurité des équipes et la durabilité des partenariats.

Réduction des financements disponibles : la crise économique mondiale peut entraîner une baisse des financements, obligeant DIKO à réduire certains programmes, activités ou services.

Fragilité des partenariats : le non-renouvellement de certains contrats à la fin d'un projet ou programme peut limiter la continuité des interventions et affecter la planification à moyen terme.

Impact des catastrophes naturelles : les inondations, sécheresses ou autres aléas climatiques peuvent endommager les infrastructures de l'organisation, perturber les activités et augmenter les besoins des communautés.

Instabilité socio-politique, sécuritaire et sanitaire : les crises affectant le Niger peuvent conduire à l'interruption ou à la suspension de certains financements par les partenaires, tout en limitant l'accès aux zones d'intervention.



CONTEXTE INTERNE

DIKO s'est progressivement affirmée comme une organisation nationale reconnue dans les domaines de l'action humanitaire, du développement communautaire, de la protection, de la sécurité alimentaire, de la cohésion sociale et de la localisation de l'aide. Ce positionnement renforce sa responsabilité institutionnelle, opérationnelle et éthique envers les communautés, les autorités, les partenaires techniques et financiers, ainsi que l'ensemble des parties prenantes.

L'organisation s'appuie sur des valeurs fortes, des principes humanitaires affirmés, une culture de proximité avec les communautés et une expérience opérationnelle acquise dans des contextes variés. Ces acquis constituent une base solide pour renforcer la qualité de ses interventions et consolider son rôle d'acteur national de référence.

Toutefois, l'évolution rapide de DIKO, l'élargissement de ses domaines d'intervention et les exigences croissantes des partenaires appellent une consolidation continue de ses systèmes internes. Les priorités concernent notamment la gouvernance, la gestion, la coordination, la communication, la mobilisation des ressources, le développement des compétences et la documentation des résultats.

L'analyse interne met ainsi en évidence deux dimensions complémentaires : d'une part, les forces sur lesquelles DIKO peut capitaliser pour poursuivre son développement ; d'autre part, les faiblesses ou points d'amélioration à traiter afin de garantir une croissance maîtrisée, une meilleure efficacité opérationnelle et une plus grande durabilité institutionnelle.



Forces

1 Expérience et Connaissance

- DIKO capitalise près de deux décennies d'expérience dans l'action humanitaire et le développement communautaire, avec une expérience consolidée auprès de partenaires stratégiques nationaux et internationaux.
- L'organisation dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de la protection, de la sécurité alimentaire, de l'autonomisation des femmes et des filles, de la cohésion sociale, de la réponse humanitaire, du développement communautaire et de la localisation de l'aide.
- Leadership avéré dans la localisation au Niger, avec une reconnaissance nationale, régionale et internationale.
- Sa présence dans plusieurs régions du pays et ses bureaux de terrain renforcent sa capacité de proximité, de suivi régulier des contextes locaux et de réponse adaptée aux besoins des communautés.
- DIKO possède une expérience significative du travail en zones affectées par les crises, avec une capacité d'adaptation aux contraintes sécuritaires, climatiques, logistiques et communautaires.
- La montée en puissance de DIKO dans le développement institutionnel et le professionnalisme constitue un élément attractif pour les bailleurs et les partenaires ;
- L'organisation dispose de capacités techniques, logistiques, administratives et financières qui lui permettent de mettre en œuvre des projets complexes et multisectoriels.
- DIKO dispose d'une bonne expérience en matière de communication, de visibilité, de documentation des actions et de valorisation des résultats auprès des communautés, partenaires et parties prenantes.
- Ses domaines d'intervention sont alignés avec les priorités nationales, les besoins des communautés et les orientations des partenaires techniques et financiers.
- Forte capacité de résilience de l'organisation face au changement de contexte national et international ;
- Bonne capacité dans la mise en œuvre du Système intégré de gestion de la participation et la redevabilité (SIGPeR) des titulaires de droit

2 Personnel

- DIKO dispose d'un personnel jeune, engagé, compétent et dynamique, disposant d'une bonne connaissance des réalités locales et des contextes d'intervention.
- L'organisation bénéficie d'une cohésion interne, d'un esprit d'équipe et d'une solidarité professionnelle qui favorisent la continuité des actions et la motivation du personnel.
- Les équipes sont multidisciplinaires et disposent d'expériences complémentaires dans les domaines techniques, opérationnels, administratifs, financiers, logistiques, sécuritaires et MEAL.
- DIKO dispose de mécanismes de recrutement, d'intégration et d'accompagnement de proximité permettant de mobiliser des compétences adaptées aux besoins des projets.
- L'organisation dispose d'un vivier de ressources humaines mobilisables pour les réponses d'urgence, composé de profils expérimentés et qualifiés.
- DIKO dispose d'un rooster permettant de répondre rapidement au besoin de staff ;
- DIKO dispose d'un personnel polyglottes;
- Système de fidélisation du personnel

3 Gouvernance et gestion professionnelle

- DIKO dispose d'organes de gouvernance et de direction engagés, avec une approche de management participatif et une attention croissante portée à la transparence, à la conformité et à la redevabilité.
- DIKO s'aligne sur les politiques, normes et standards nationaux et internationaux en matière de gestion et gouvernance
- L'organisation dispose de politiques et procédures de gestion administrative, financière, comptable, logistique, de prévention de la fraude, de lutte contre la corruption et de sauvegarde, qui constituent une base importante pour la conformité institutionnelle.
- DIKO dispose d'un système de gestion informatisé fiable (ressources humaines, finance, logistique) ;
- DIKO développe progressivement des mécanismes de communication, de redevabilité et de retour d'information avec les communautés, les partenaires, les autorités et les donateurs.
- DIKO maîtrise les procédures de plusieurs bailleurs de fonds ;
- DIKO respecte la législation nigérienne en matière de la gouvernance des OSCs ;
- DIKO prospecte en continue de nouveaux partenaires ;
- DIKO dispose d'un système de gestion digitalisé et collaboratif
- DIKO adopte un système de gestion de proximité pour renforcer l'accompagnement et le suivi des bureaux dans les zones d'intervention ;
- DIKO renforce ses capacités institutionnelles et organisationnelles en mobilisant, au besoin, une expertise externe qualifiée ;

Faiblesses et défis

1 Viabilité financière

- La stratégie de mobilisation des ressources reste à renforcer afin de diversifier davantage les sources de financement et d'accroître la part des financements flexibles et pluriannuels.
- La dépendance aux financements extérieurs demeure élevée, ce qui expose l'organisation aux fluctuations des priorités des partenaires et aux périodes de sous-financement.
- La mobilisation des ressources internes et la valorisation de l'expertise technique de DIKO comme levier de financement restent encore insuffisamment structurées.
- Les opportunités de financement national, y compris les partenariats avec les institutions publiques et les mécanismes nationaux, restent à explorer et à consolider.

2 Communication

- Le partage d'informations entre les départements, projets et bureaux terrain doit être davantage systématisé pour améliorer la coordination interne et la prise de décision.
- La synergie entre les équipes des différents projets, départements et bureaux terrain nécessite un renforcement afin d'éviter les cloisonnements et de favoriser les approches intégrées.
- Insuffisance dans la définition du système de communication interne (maillinglist all staff, par département…) ;

3 Coordination

- La coordination interne entre les secteurs, les projets, les départements supports et les bureaux terrain doit être renforcée à travers des mécanismes réguliers de planification, de suivi et de partage d'informations.
- La représentation institutionnelle de DIKO dans certaines plateformes, coalitions, espaces de coordination et cadres de dialogue nationaux, régionaux et internationaux reste à renforcer de manière sélective et stratégique.
- Insuffisance dans la tenue des réunions de coordinations des services internes de l'organisation.

4 Gestion

- La croissance rapide de DIKO augmente la charge de travail des fonctions supports et nécessite un renforcement progressif des ressources humaines, des outils de gestion et des mécanismes de contrôle interne.
- Les bases et sous-bureaux nécessitent un appui plus soutenu en personnel support, en accompagnement technique et en outils harmonisés de gestion.
- L'appui aux bases et sous-bureaux doit être renforcé à travers une meilleure dotation en personnel support, un accompagnement technique régulier, des outils harmonisés de gestion et des mécanismes de supervision adaptés aux réalités de terrain.
- Les responsabilités, les lignes hiérarchiques et les circuits de validation doivent être davantage clarifiés afin de renforcer la fluidité de la prise de décision, la redevabilité interne, la coordination entre les équipes et l'efficacité globale du système de gestion.
- L'adaptation au changement, l'innovation organisationnelle et l'appropriation des outils digitaux de gestion nécessitent un accompagnement progressif du personnel, afin de consolider une culture interne orientée vers la performance, l'apprentissage et l'amélioration continue.
- Les mécanismes de contrôle interne, d'archivage, de gestion documentaire, de suivi des recommandations d'audit et de capitalisation des procédures doivent être consolidés pour accompagner la croissance institutionnelle de DIKO.





GESTION DES RISQUES

Compte tenu du contexte humanitaire, institutionnel, sécuritaire, financier et opérationnel dans lequel DIKO intervient, la gestion des risques constitue une dimension essentielle de la mise en œuvre du présent plan stratégique. DIKO veillera à identifier, analyser, prévenir et atténuer les risques susceptibles d'affecter son personnel, ses opérations, ses ressources, sa réputation, ses partenariats et la qualité de ses interventions. Cette approche reposera sur une veille régulière du contexte, l'application des procédures internes, la responsabilisation du personnel, la coordination avec les acteurs concernés et l'adaptation continue des mesures de prévention et de réponse.

CATÉGORIES DE RISQUES	MESURES D'ATTÉNUATION
PERSONNEL ET ORGANISATION	
Exposition du personnel aux incidents sécuritaires, aux accidents, aux agressions, aux menaces, aux vols ou aux restrictions de mouvement dans certaines zones d'intervention.	Assurer une veille sécuritaire régulière et une analyse continue du contexte dans les zones d'intervention.
Interruption, retard ou réduction des activités en raison de l'insécurité, des contraintes d'accès, des catastrophes naturelles, des épidémies, des autorisations administratives ou d'autres facteurs externes.	Mettre à jour, diffuser et appliquer les procédures opérationnelles standards de sécurité, y compris les règles de mouvement, de communication et de gestion des incidents.
	Renforcer le suivi des déplacements du personnel, le contact permanent avec les équipes terrain et les mécanismes d'alerte rapide.
Perte, vol ou détérioration des équipements, matériels, véhicules, documents ou données sensibles de l'organisation.	Former régulièrement le personnel sur la sécurité, la protection, le principe « ne pas nuire », le code de conduite, la sauvegarde et la prévention de l'exploitation et des abus sexuels.
	Mettre en place des mécanismes de sécurisation des biens, des données, des archives et des documents sensibles, y compris des sauvegardes numériques régulières.
Atteinte possible à l'image, à la crédibilité ou à l'acceptation communautaire de DIKO en cas de mauvaise communication, d'incident de protection, de non-respect des procédures ou de comportement inapproprié.	Renforcer la communication interne, la gestion des incidents, la redevabilité communautaire et la responsabilité individuelle du personnel dans la prévention des risques.

CATÉGORIES DE RISQUES	MESURES D'ATTÉNUATION
FINANCES Insuffisance, interruption, réduction ou retard des financements nécessaires à la mise en œuvre du plan stratégique et des projets. Dépendance élevée à un nombre limité de bailleurs ou à des financements de court terme. Risques de fraude, de détournement, d'erreurs de gestion, de mauvaise utilisation des ressources ou de non-respect des procédures financières. Faible disponibilité de financements flexibles, pluriannuels ou adaptés aux besoins institutionnels de DIKO. Effets des crises économiques, de l'inflation ou de la hausse des coûts opérationnels sur les budgets des projets.	Diversifier les sources de financement en ciblant les bailleurs institutionnels, les partenariats nationaux, les mécanismes de consortium, les financements flexibles et les opportunités régionales. Renforcer la stratégie de mobilisation des ressources internes et externes, y compris la valorisation de l'expertise technique de DIKO. Améliorer la qualité des propositions de projets, le positionnement auprès des partenaires et la démonstration de l'impact des interventions. Appliquer rigoureusement les procédures financières, comptables, d'achat, de contrôle interne, de prévention de la fraude et de lutte contre la corruption. Réaliser des contrôles réguliers, des revues budgétaires, des audits internes ou externes et un suivi systématique des recommandations. Anticiper les variations de coûts à travers une planification budgétaire réaliste, une révision régulière des budgets et un dialogue avec les partenaires en cas de besoin de réallocation.

CATÉGORIES DE RISQUES	MESURES D'ATTÉNUATION
OPÉRATIONNEL – MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES Retards dans la mise en œuvre des activités, faible atteinte des résultats ou insuffisance de qualité dans l'exécution des projets. Contraintes d'accès aux communautés, difficultés logistiques, faible disponibilité des fournisseurs ou interruption des chaînes d'approvisionnement. Faible coordination avec les autorités, les services techniques, les partenaires, les communautés ou les autres acteurs humanitaires et de développement. Non-respect des normes humanitaires, des principes de protection, des standards de qualité ou des engagements envers les communautés. Risque d'inadaptation des interventions aux réalités socioculturelles, aux besoins réels des populations ou aux dynamiques locales.	Renforcer la planification opérationnelle, le suivi des chronogrammes, l'anticipation des contraintes et la flexibilité dans les modalités de mise en œuvre. Mettre en place des plans de contingence pour les zones à accès difficile, les périodes de soudure, les crises climatiques, les ruptures logistiques ou les déplacements de populations. Assurer une coordination régulière avec les autorités, les services techniques, les communautés, les clusters, les partenaires et les autres acteurs présents dans les zones d'intervention. Former les équipes sur les principes humanitaires, la protection, la redevabilité, la sensibilité aux conflits, le genre, l'inclusion sociale et l'approche « ne pas nuire ». Renforcer les mécanismes communautaires de participation, de retour d'information, de gestion des plaintes et de suivi des interventions. Utiliser les données MEAL, les évaluations initiales, les analyses de contexte et les retours communautaires pour adapter les activités aux besoins réels et améliorer la qualité des programmes.



SÉCURITÉ ET ACCÈS

La sécurité et l'accès constituent des conditions essentielles pour assurer la continuité, la qualité et la responsabilité des interventions de DIKO dans la mise en œuvre de son plan stratégique 2026-2030. Dans un contexte marqué par des risques sécuritaires, des contraintes d'accès humanitaire et des dynamiques locales parfois complexes, DIKO veillera à anticiper, analyser et gérer les risques afin de protéger son personnel, ses partenaires, les communautés concernées et les ressources mobilisées.

Dans cette perspective, les décisions opérationnelles de DIKO tiendront compte des réalités sécuritaires, sociales, culturelles et institutionnelles propres à chaque zone d'intervention. L'organisation privilégiera une approche fondée sur l'analyse régulière du contexte, la prévention des risques, le respect des procédures internes, la coordination avec les acteurs pertinents et l'adaptation continue de ses modalités d'intervention.

L'organisation privilégiera une approche fondée sur:

- L'analyse régulière du contexte
- La prévention des risques
- Le respect des procédures internes
- La coordination avec les acteurs pertinents
- L'adaptation continue de ses modalités d'intervention

DIKO veillera également à ce que l'accès aux communautés soit recherché de manière responsable, éthique et conforme à ses valeurs, sans compromettre la sécurité ni la dignité de son personnel et des populations accompagnées. Les mesures de sécurité, de communication opérationnelle, de mouvement, de coordination et de gestion des incidents seront adaptées aux contextes d'opération et régulièrement actualisées.



PRIORISATION GÉOGRAPHIQUE STRATÉGIQUE

Pour la période 2026-2030, DIKO poursuivra ses interventions à l'échelle nationale, tout en renforçant sa présence et sa concentration opérationnelle dans ses régions traditionnelles d'intervention, à savoir **Diffa, Dosso, Maradi, Niamey, Tahoua, Tillabéry et Zinder**. Cette priorisation géographique permettra à l'organisation de consolider ses acquis, de valoriser son ancrage communautaire, d'assurer une continuité des actions engagées et de mieux répondre aux besoins des populations vulnérables dans les zones où son expertise, sa présence et ses partenariats constituent une valeur ajoutée.

La priorisation tiendra compte des réalités propres à chaque région, notamment les vulnérabilités humanitaires, les besoins en sécurité alimentaire et nutritionnelle, les effets du changement climatique, les dynamiques de déplacement, l'accès aux services sociaux de base, les opportunités de relèvement économique, ainsi que les capacités de coordination avec les autorités, les communautés et les partenaires. DIKO veillera également à renforcer les liens entre les zones rurales de production, les centres semi-urbains et les centres urbains de consommation, notamment dans le cadre du développement des chaînes de valeur, de l'entrepreneuriat, des moyens d'existence et de l'accès aux services sociaux de base.

Dans l'ensemble de ces régions, DIKO accordera une attention particulière aux groupes les plus vulnérables, notamment les femmes, les filles, les jeunes, les enfants, les personnes déplacées, les personnes vivant avec un handicap, les ménages très pauvres et les communautés affectées par les crises. Une priorité transversale sera donnée à la participation des femmes et des filles, à leur autonomisation, à la protection, à la cohésion sociale, au renforcement de la résilience communautaire et à la promotion d'interventions adaptées aux besoins réels des populations.



APPROCHES ET PRINCIPES STRATÉGIQUES

La mise en œuvre du Plan stratégique 2026-2030 de DIKO reposera sur un ensemble d'approches transversales destinées à garantir la qualité, la pertinence, l'efficacité et la redevabilité de ses interventions. Ces approches guideront la conception, la planification, l'exécution, le suivi et l'évaluation des programmes, tout en veillant au respect des droits, de la dignité et de la participation des communautés accompagnées.

APPROCHES TRANSVERSALES



APPROCHE FONDÉE SUR LES DROITS

DIKO considère les individus et les communautés comme des titulaires de droits, et non uniquement comme des bénéficiaires de services. Cette approche renforce leur participation, leur dignité et leur capacité à revendiquer l'accès équitable aux ressources et aux services essentiels.



SENSIBILITÉ AUX CONFLITS

DIKO reconnaît que toute intervention peut influencer les dynamiques locales, positivement ou négativement. L'organisation veillera donc à analyser les tensions existantes et à adapter ses actions afin de prévenir toute aggravation des conflits.



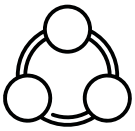
APPROCHE « NE PAS NUIRE »

DIKO s'assurera que ses programmes ne créent pas de dommages, d'exclusion ou de risques supplémentaires pour les groupes directement ou indirectement concernés par ses interventions.



JUSTICE DE GENRE ET INCLUSION SOCIALE

DIKO favorisera la pleine participation des groupes socialement exclus, en particulier les femmes, les filles, les jeunes, les personnes vivant avec un handicap et les communautés marginalisées.



APPROCHE NEXUS HUMANITAIRE-DÉVELOPPEMENT-PAIX

DIKO intégrera, dans ses programmes humanitaires, des actions contribuant au relèvement, au développement durable et à la consolidation de la paix, conformément à son approche 3x6.



PARTICIPATION, COLLABORATION ET REDEVABILITÉ

DIKO placera la participation des communautés, la transparence, le retour d'information et la redevabilité au cœur de ses interventions afin d'améliorer la qualité, l'appropriation et l'impact de ses programmes.

PROFESSIONNALISME ET GESTION AXÉE SUR LES RÉSULTATS

DIKO privilégiera une gestion efficace, efficiente et orientée vers les résultats, en recherchant des impacts mesurables à moyen et long terme.

LOCALISATION ET SOUVERAINETÉ HUMANITAIRE

DIKO s'engage à promouvoir le leadership des acteurs nationaux et locaux, ainsi qu'un agenda de localisation qui reconnaît la place centrale, les droits, les capacités et le pouvoir de décision des communautés dans les stratégies et actions qui concernent leur vie. Cette approche vise une action humanitaire plus proche des populations, plus responsable, plus souveraine et plus durable.

CONNAISSANCES OUVERTES, PARTAGÉES ET HORIZONTALES

DIKO favorisera la production, la capitalisation et le partage équitable des connaissances, des outils et des apprentissages entre les communautés, les équipes, les ONG nationales et locales, ainsi que les acteurs humanitaires nationaux et internationaux. Ce partage renforcera l'apprentissage collectif, la coordination et la qualité de l'action humanitaire.



PRINCIPES STRATÉGIQUES DE FINANCEMENT

Dans un contexte humanitaire et de développement marqué par l'accroissement des besoins, la concurrence entre acteurs pour l'accès aux ressources et l'évolution des priorités des bailleurs, le financement constitue un levier stratégique essentiel pour assurer la continuité, la qualité et l'impact des interventions de DIKO. Pour la période 2026-2030, l'organisation poursuivra une approche de mobilisation des ressources structurée, diversifiée et responsable, visant à garantir des financements suffisants, prévisibles, flexibles et alignés sur sa mission, ses valeurs et ses priorités stratégiques.

Principes directeurs de mobilisation et de gestion des ressources :

1. **Diversifier les sources de financement :** DIKO renforcera la recherche de financements auprès de bailleurs institutionnels, de partenaires techniques et financiers, de mécanismes de coopération, de consortiums, de fonds humanitaires, de partenariats nationaux et d'autres sources compatibles avec sa mission.

2. **Consolider les partenariats existants :** DIKO entretiendra des relations de confiance avec ses bailleurs et partenaires actuels à travers une communication régulière, des rapports de qualité, le respect des engagements contractuels et la démonstration continue de son impact.

3. **Rechercher des financements flexibles et pluriannuels :** DIKO privilégiera les opportunités permettant une meilleure prévisibilité financière, une adaptation aux évolutions du contexte et un appui durable au renforcement institutionnel et opérationnel de l'organisation.

4. **Réduire les risques de dépendance financière :** DIKO veillera à éviter une dépendance excessive à un nombre limité de bailleurs ou de projets, afin de préserver sa stabilité, son autonomie décisionnelle et sa capacité d'intervention.

5. **Garantir une gestion responsable, transparente et redevable des fonds :** DIKO appliquera rigoureusement ses procédures administratives, financières, comptables, logistiques et de contrôle interne, et veillera à renforcer les audits, la traçabilité des dépenses, la prévention de la fraude et la reddition de comptes.

6. **Aligner les financements sur les priorités stratégiques :** DIKO s'assurera que les ressources mobilisées contribuent directement à la mise en œuvre de son plan stratégique, à la qualité de l'action humanitaire et de développement, ainsi qu'aux besoins réels des communautés vulnérables.

7. **Valoriser l'expertise technique de DIKO :** l'organisation développera progressivement des mécanismes de valorisation de son expertise, notamment à travers l'appui-conseil, la formation, le partage d'outils, la capitalisation d'expériences et la coopération technique, dans le respect de son mandat et de ses principes.

PRINCIPES DE PLAIDOYER

Le plaidoyer constitue un levier transversal pour renforcer l'impact des interventions de DIKO, promouvoir les droits des populations vulnérables, améliorer l'accès aux services sociaux de base et contribuer à une action humanitaire et de développement plus juste, inclusive, localisée et redevable. Il sera conduit de manière responsable, constructive et fondée sur l'analyse du contexte, les besoins des communautés, les données probantes et les valeurs de l'organisation.

1

Un plaidoyer responsable et constructif : DIKO mènera ses actions de plaidoyer dans le but de contribuer à des changements positifs au sein des communautés, en privilégiant le dialogue, la recherche de solutions et l'amélioration des conditions de vie des populations vulnérables.

2

Un plaidoyer aligné sur le contexte et les priorités de DIKO : Les thématiques de plaidoyer seront définies en fonction des réalités locales, des besoins des communautés, des priorités stratégiques de l'organisation et des enjeux liés aux droits humains, à la protection, à la sécurité alimentaire, à la cohésion sociale, à la localisation et à l'accès équitable aux services essentiels.

3

Un plaidoyer fondé sur les valeurs et les principes de l'organisation : Toute action de plaidoyer devra respecter les valeurs fondamentales de DIKO, ses principes humanitaires, son indépendance, son intégrité, sa redevabilité et son engagement en faveur de la dignité humaine.

4

Un plaidoyer ciblé et partenarial : DIKO orientera ses actions de plaidoyer vers les acteurs locaux, nationaux et internationaux pertinents, notamment les autorités, les partenaires techniques et financiers, les organisations de la société civile, les réseaux et les plateformes, afin de renforcer la complémentarité des efforts et l'efficacité des messages portés.

5

Un plaidoyer basé sur l'analyse des risques et des opportunités : Avant toute initiative de plaidoyer, DIKO analysera les enjeux, les parties prenantes, les opportunités, les risques potentiels et les effets attendus. Les messages, les canaux et les modalités d'action seront adaptés afin de préserver la sécurité, la crédibilité, l'indépendance et l'acceptation de l'organisation.

6

Un plaidoyer transversal dans les secteurs d'intervention : DIKO intégrera le plaidoyer dans ses différents domaines programmatiques afin de soutenir la participation des communautés, l'accès aux droits, la qualité de l'action humanitaire, la mobilisation des ressources, la localisation de l'aide et la prise en compte durable des besoins des populations vulnérables.





OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET PRIORITÉS DE DIKO

Objectifs stratégiques et objectifs spécifiques

Sur la base de son analyse contextuelle, de ses priorités institutionnelles, de ses approches de travail, ainsi que de ses principes stratégiques de financement et de plaidoyer, DIKO définit pour la période 2026-2030 un cadre d'objectifs stratégiques destiné à orienter l'ensemble de ses interventions et son développement organisationnel.

Ces objectifs sont structurés en deux catégories complémentaires : les Objectifs de Livraison, orientés vers les changements attendus au profit des communautés et des populations vulnérables, et les Objectifs Organisationnels, centrés sur le renforcement institutionnel, opérationnel et stratégique de DIKO. Chaque objectif stratégique est décliné en objectifs spécifiques afin de faciliter la planification, la mise en œuvre, le suivi, la redevabilité et l'apprentissage.

OBJECTIFS STRATÉGIQUES DE LIVRAISON (OL)

OL 1. Assurer la participation inclusive, pleine et juste des femmes dans toutes les dimensions de la vie sociale, économique et politique, en créant des opportunités et conditions favorables plus spécifiquement pour les femmes marginalisées y compris les femmes handicapées.

Objectifs de livraison spécifiques :

OLs 1.1

Développer le capital humain des femmes et des filles à travers des programmes d'alphabétisation, de formations techniques, professionnelles et compétences de vie.

OLs 1.2

Développer l'autonomisation économique des femmes et des filles à travers le développement des micros-entreprise de l'économie sociale et solidaire et l'accès aux financements.

OLs 1.3

Créer des opportunités de **leadership et participation politique** pour les femmes **et des filles** à travers la création et la structuration des groupements féminins, le développement des compétences et le plaidoyer**.**

OL 2. Garantir le développement intégral et durable des communautés rurales à travers la promotion d'une économie agricole et sociale intégrée culturellement et l'accès aux services sociaux de base de qualité.

Objectifs de livraison spécifiques :

OLs 2.1

Développer le potentiel agricole des communautés, à travers le renforcement des capacités techniques, organisationnelles et matérielles.

OLs 2.2

Développer la résilience des communautés à travers le renforcement de leurs moyens d'existence, en favorisant l'adaptation au changement climatique.

OLs 2.3

Assurer l'accès aux services sociaux de base, notamment l'éducation, la santé, l'eau, l'énergie, la sécurité et la communication, en soutenant les efforts de l'État et en faisant le plaidoyer pour influencer la prise des décisions.



OL 3. Construire des sociétés justes, cohésives et inclusives où règne une paix juste et durable en faveur des femmes, des jeunes et des enfants.

Objectifs de livraison spécifiques :

OLs 3.1

Soutenir des **initiatives de promotion d'une culture de la paix favorisant** la reconnaissance des droits de toutes les couches sociales, notamment le droit des enfants.

OLs 3.2

Promouvoir **l'éducation** sur les valeurs de respect, tolérance, inclusion, le droit des enfants et égalité **à travers les leaders religieux, traditionnelles, les mécanismes communautaires de base** et le plaidoyer.

OLs 3.3

Promouvoir **une culture de la paix « horizontale »**, en créant des opportunités d'échanges culturelles entre groupes divers de différents générations et lieux et en favorisant une éducation de la paix au niveau de l'éducation formelle, non formelle et informelle.



OL 4. Assurer une réponse humanitaire holistique et adaptée, pour les populations affectées par les crises à travers la protection et la réduction des risques des groupes les plus vulnérables.

Objectifs de livraison spécifiques :

OLs 4.1

Répondre aux besoins fondamentaux des populations touchées par les crises humanitaires, dans la dignité et le respect des valeurs humanitaires y compris la protection (OHL1).

OLs 4.2

Assurer la **qualité de l'action humanitaire fournie aux populations**, en favorisant une action humanitaire locale, professionnelle, coordonné et intégrale. (OHL2).

OLs 4.3

Assurer la **réhabilitation sociale, économique, des services et des infrastructures des communautés** affectées par de crises humanitaires, **et renforcer la capacité de résilience** de ces communautés. (OHL3).



OL 5. Renforcer l'agenda de la localisation et de la souveraineté humanitaire au Niger, à travers le renforcement des capacités, le transfert de connaissances et la promotion du leadership des ONG nationales et locales.

Objectifs de livraison spécifiques :

OLs 5.1

Renforcer les capacités institutionnelles, organisationnelles et techniques des ONG nationales et locales, à travers un partage structuré des connaissances stratégiques, des outils et des bonnes pratiques développés par DIKO et d'autres acteurs, afin de promouvoir des standards de qualité reconnus et alignés sur les exigences nationales et internationales.

OLs 5.2

Faciliter l'accès des ONG nationales et locales à des financements adaptés et de qualité, en appuyant leur positionnement stratégique, leur préparation technique et leur mise en relation avec les partenaires financiers.

OLs 5.3

Renforcer le leadership et l'influence des ONG nationales et locales dans les mécanismes de coordination humanitaire, afin de promouvoir une action humanitaire plus locale, souveraine et redevable.

OLs 5.4

Influencer l'agenda international de la localisation à travers le concept de la souveraineté humanitaire, ainsi que les expériences, les pratiques, les outils et les apprentissages de DIKO, afin de valoriser la contribution des acteurs nationaux et locaux et de porter une voix africaine forte, crédible et structurée dans les débats humanitaires internationaux.

OBJECTIFS ORGANISATIONNELS STRATÉGIQUES (OO)

OO 1. Assurer des financements suffisants et de qualité, (adaptable, flexible et régulier) des objectifs et actions de DIKO à partir de mécanismes efficaces de mobilisation des ressources interne et externe.

Objectifs organisationnels spécifiques :

OOs 1.1

Diversifier les sources de financement pour réduire la vulnérabilité financière.

OOs 1.2

Renforcer la confiance et la crédibilité de DIKO auprès des donateurs grâce à une communication régulière et fluide, à la production de rapports de qualité dans les délais impartis et à l'application de pratiques exemplaires en matière de gestion financière.

OOs 1.3

Améliorer la qualité de financement local à partir du plaidoyer pour l'établissement d'un agenda de localisation financière adaptable, flexible et suffisant.



OO 2. Renforcer, actualiser et adapter les capacités institutionnelles, organisationnelles et techniques de DIKO.

Objectifs organisationnels spécifiques :

OOs 2.1

Renforcer la structure organisationnelle de **Gouvernance** et actualiser tous les documents fondateurs pour les adapter à la vision et à la mission évoluées de DIKO.

OOs 2.2

Développer les **capacités techniques** à travers la **formation régulière des équipes, l'actualisation des systèmes de gestion** et de travail opérationnel.

OOs 2.3

Renforcer le leadership national de DIKO à travers la formation des compétences en leadership, plaidoyer et coordination stratégique de l'équipe de DIKO.

OO 3. Placer DIKO comme l'organisation Humanitaire et de développement de référence au Niger, en favorisant le leadership du mouvement des ONGs nigériennes et leurs relations avec les acteurs internationaux

Objectifs organisationnels spécifiques :

OOs 3.1

Renforcer, de manière sélective, la participation de DIKO aux forums de coordination nationaux et internationaux afin d'accroître son influence conformément à ses priorités stratégiques.

OOs 3.2

Faire du plan stratégique de DIKO un cadre de référence pour structurer ses relations avec les acteurs nationaux et internationaux, au-delà des projets.

OOs 3.3

Étendre progressivement les interventions de DIKO à l'international, en ciblant prioritairement l'Afrique.

En résumé les Objectifs Stratégiques, sont :

Objectifs de Livraison :

OL 1 : Participation et autonomisation des femmes et des filles

OL 2 : Développement durable des communautés rurales

OL 3 : Cohésion sociale, justice et paix durable

OL 4 : Réponse humanitaire intégrée et protection des populations affectées

OL 5 : Localisation-Souveraineté Humanitaire et leadership des ONG nationales et locales

Objectifs Organisationnels :

OO 1 : Financements suffisants, adaptable, diversifiés et de qualité

OO 2 : Renforcement institutionnel, organisationnel et technique

OO 3 : Positionnement de DIKO comme organisation de référence







PARTENARIAT ET RELATIONS STRATÉGIQUES DE DIKO

Le développement d'alliances, de réseaux et de partenariats stratégiques constitue une condition essentielle de réussite du plan stratégique de DIKO. Ces relations doivent permettre de renforcer la complémentarité des interventions, d'améliorer la qualité de l'action humanitaire et de développement, de consolider le leadership national de DIKO et de contribuer à l'agenda de la localisation.

DIKO développera ses partenariats avec l'État, les bailleurs de fonds, les ONG nationales et internationales, les réseaux, les plateformes et les autres acteurs pertinents sur la base de son plan stratégique, de ses valeurs, de ses principes de travail et de son positionnement comme organisation nationale de référence.

ÉVALUATION DE L'OPPORTUNITÉ DE PARTENARIAT

Principes de base du partenariat

Les partenariats de DIKO seront fondés sur des principes clairs, partagés et respectés par l'ensemble des parties. Ils devront favoriser une relation équilibrée, transparente et orientée vers les résultats, tout en préservant l'identité institutionnelle et l'autonomie de DIKO.



ALIGNEMENT STRATÉGIQUE :

Tout partenariat doit contribuer directement ou indirectement à la mise en œuvre du plan stratégique de DIKO.



COMPLÉMENTARITÉ :

DIKO privilégiera les partenariats qui valorisent les forces respectives des acteurs et évitent la duplication des interventions.



ÉQUITÉ ET RESPECT MUTUEL :

Les relations partenariales doivent reconnaître la contribution, l'expertise et le rôle de chaque partie.



TRANSPARENCE ET REDEVABILITÉ :

Les engagements, responsabilités, ressources et résultats attendus doivent être clairement définis et suivis.



QUALITÉ ET IMPACT :

Les partenariats doivent améliorer la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la durabilité et l'impact des interventions.



PROTECTION DE L'IDENTITÉ ET DE L'INDÉPENDANCE DE DIKO :

Aucun partenariat ne doit compromettre les valeurs, les principes humanitaires, la crédibilité ou l'autonomie décisionnelle de DIKO.

Éléments négociables et non négociables

Dans toute relation de partenariat, DIKO distinguera les éléments pouvant faire l'objet de discussions et d'ajustements de ceux qui relèvent de ses engagements fondamentaux.

Éléments négociables	Éléments non négociables
La répartition des rôles opérationnels, techniques et géographiques.	Le respect de la vision, de la mission, des valeurs et des principes de DIKO.
Les modalités de coordination, de communication et de représentation.	L'indépendance, l'impartialité, la neutralité, l'intégrité et la redevabilité de DIKO.
Les mécanismes de suivi, d'évaluation, d'apprentissage et de rapportage.	La conformité aux politiques internes, aux procédures de gestion, aux exigences de sauvegarde, de protection et de lutte contre la fraude, la corruption et les abus.
Les modalités de visibilité, de partage d'informations et de capitalisation.	La protection de l'image, de la réputation et de l'autonomie institutionnelle de DIKO.
Les arrangements budgétaires, dans le respect des règles de transparence et de bonne gestion.	Le respect des droits humains, de la dignité des communautés et des principes humanitaires.

RELATION BAILLEURS DE FONDS-DIKO

Le domaine du financement doit s'aligner pleinement avec les objectifs stratégiques de DIKO.

Avant de s'engager dans un partenariat, notamment dans le cadre d'un consortium, DIKO procédera à une analyse préalable de l'opportunité, de la pertinence et des risques. Cette analyse permettra de décider, de manière souveraine et documentée, s'il est stratégique d'aller ou non en partenariat.

- L'alignement du partenariat avec la vision, la mission, les objectifs stratégiques et les valeurs de DIKO.
- La complémentarité technique, géographique, institutionnelle et opérationnelle entre DIKO et les autres parties prenantes.
- La valeur ajoutée réelle du partenariat pour les communautés, les titulaires de droits et les zones d'intervention.
- La clarté des rôles, responsabilités, mécanismes de décision, engagements financiers et obligations de redevabilité.
- Les risques liés à la réputation, à l'indépendance, à la sécurité, à la conformité, à la gestion financière et à la qualité des interventions.

RELATIONS ÉTAT-DIKO

DIKO cherchera à collaborer au maximum avec les institutions publiques pour favoriser des synergies avec son plan stratégique.

Relations avec les autres partenaires

Dans ses relations avec les autres partenaires, DIKO veillera à renforcer sa présence et sa collaboration dans les espaces pertinents liés à ses objectifs stratégiques. À ce titre, organisation s'attachera à :

- Intégrer les groupes thématiques et les cadres de concertation en lien avec ses domaines d'intervention ;
- Collaborer avec les structures qui assurent le leadership national dans les secteurs du développement et de l'action humanitaire ;
- Favoriser les synergies avec les acteurs institutionnels, humanitaires et de développement afin d'améliorer la cohérence, la complémentarité et l'impact de ses interventions.

DIKO mesurera l'efficacité de la gestion du partenariat en procédant à des évaluations régulières. La périodicité de ces évaluations est la suivante :

- Une évaluation à mi-parcours
- Une évaluation finale au terme de la durée du partenariat.



COMMUNICATION ET VISIBILITÉ

La communication et la visibilité constituent des leviers importants pour renforcer l'image, la crédibilité et le positionnement institutionnel de DIKO dans la mise en œuvre de son plan stratégique 2026-2030. Elles permettront de mieux faire connaître l'identité, la mission, les valeurs, les domaines d'intervention et les résultats de l'organisation auprès des communautés, des autorités publiques, des partenaires techniques et financiers, ainsi que des autres acteurs humanitaires et de développement.

Dans cette perspective, DIKO utilisera la communication comme un outil de redevabilité, de valorisation des résultats, de mobilisation, de transparence et de renforcement de son image institutionnelle. Les actions de communication et de visibilité contribueront à rendre plus accessibles les informations sur les interventions de DIKO, à promouvoir une meilleure compréhension de son travail et à renforcer la confiance avec les communautés, les partenaires et les autres parties prenantes.

Tous les supports de communication et de visibilité produits ou diffusés par DIKO devront respecter la charte graphique de l'organisation, afin de garantir la cohérence de son identité visuelle, la qualité de son image institutionnelle et l'harmonisation des messages auprès des différentes parties prenantes.

Le choix des modes, canaux et supports de communication sera adapté aux contextes d'opération de DIKO, notamment aux réalités sécuritaires, sociales, culturelles et institutionnelles de chaque zone d'intervention. DIKO veillera à ce que ses actions de communication et visibilité ne compromettent pas la sécurité, la dignité et la protection de son personnel, de ses partenaires et des communautés concernées.



CONTRÔLE, ÉVALUATION ET APPRENTISSAGE

Dans le souci d'améliorer en permanence la qualité, la pertinence et l'impact de ses interventions, DIKO s'appuiera sur son département MEAL pour assurer le suivi, l'évaluation, la redevabilité, la capitalisation des expériences et l'apprentissage organisationnel. Ce dispositif couvrira l'ensemble des projets, programmes et actions de DIKO, y compris la mise en œuvre du présent plan stratégique.

Le département MEAL élaborera un plan de suivi-évaluation précisant les étapes clés, les outils, les méthodes de collecte et d'analyse des données, les indicateurs, les responsabilités, les échéances et les mécanismes de rapportage. Ce plan permettra de suivre les progrès réalisés, d'apprécier les résultats obtenus et d'alimenter la prise de décision stratégique et opérationnelle.

Pour garantir la qualité des données, des outils harmonisés de collecte, de traitement et de suivi seront développés, actualisés ou adaptés par le département MEAL en fonction des besoins des projets et du plan stratégique. Des séances d'orientation et de formation seront organisées afin de renforcer les capacités du personnel dans l'utilisation de ces outils.

Les évaluations des interventions de DIKO seront réalisées sur la base des critères suivants :



Pertinence

Apprécier l'adéquation entre l'action, ses objectifs, les problèmes identifiés et les besoins réels des populations ciblées.



Efficacité

Mesurer le niveau d'atteinte des objectifs de livraison et des objectifs organisationnels, ainsi que les résultats obtenus par rapport aux résultats attendus.



Efficience

Apprécier l'utilisation rationnelle des ressources humaines, financières, matérielles et logistiques mobilisées pour atteindre les résultats.



Redevabilité

Apprécier la manière dont les parties prenantes, notamment les communautés, sont informées, consultées et associées au suivi de l'action.



Respect et relation avec les communautés

Evaluer l'application du code de conduite, des valeurs de DIKO et des principes de respect, de dignité et de non-discrimination.



Participation communautaire

Apprécier l'implication des bénéficiaires et des communautés dans l'identification des besoins, le choix des stratégies, la mise en œuvre, le suivi et la prise de décision ; (dans le cadre de l'approche de souveraineté humanitaire, et l'application du SIGPeR).



Genre et inclusion sociale

Vérifier la prise en compte du genre, de l'inclusion sociale et des besoins spécifiques des groupes vulnérables à toutes les étapes de l'action.



Respect de l'environnement

Apprécier les effets de l'action sur l'environnement et les mesures prises pour réduire les impacts négatifs éventuels.



Satisfaction des bénéficiaires

Mesurer la perception des communautés et des bénéficiaires sur la qualité, l'utilité et les effets des interventions, notamment à travers les témoignages, récits de vie et mécanismes de retour d'information.



Appropriation

Apprécier la capacité des bénéficiaires, communautés et structures locales à intégrer, gérer et poursuivre les actions engagées.



Cohérence

Analyser la logique d'intervention, l'articulation entre les moyens, les activités, les résultats attendus et les objectifs spécifiques, ainsi que la complémentarité avec les autres interventions.



Durabilité

Les actions du programme sont durables dans le temps.

Les critères 4, 5, 6, 7 et 9 font partie d'une catégorie plus large de souveraineté humanitaire et de SIGPeR, et des outils spécifiques pourraient être utilisés pour évaluer la souveraineté humanitaire ainsi que l'application du SIGPeR.

Le processus de suivi, d'évaluation, de redevabilité et d'apprentissage suivra les étapes ci-dessous :

SUIVI RÉGULIER :

Les activités, les résultats, les indicateurs et les budgets seront suivis de manière continue sur la base des outils développés par le département MEAL. Ce suivi s'appuiera sur les mécanismes existants de collecte de données et, au besoin, sur des dispositifs complémentaires adaptés aux exigences des projets.

ÉVALUATION INITIALE :

DIKO réalisera des évaluations initiales afin de mieux comprendre les besoins, les capacités, les risques et les priorités des populations ciblées. Ces évaluations permettront de concevoir des projets pertinents, réalistes et adaptés aux contextes d'intervention.

ÉVALUATION EN TEMPS RÉEL ET POST DISTRIBUTION MONITORING (PDM) :

Ces exercices permettront de recueillir les avis des bénéficiaires sur la qualité, la pertinence, l'accessibilité et la satisfaction par rapport aux services ou appuis fournis par DIKO.

ÉVALUATION POST-PROJET :

Selon la disponibilité des ressources, des évaluations seront réalisées après la clôture des projets afin d'apprécier les effets, les impacts, l'appropriation et la durabilité des actions mises en œuvre.

REVUE APRÈS ACTION (RAA) :

Des réunions de revue seront organisées selon des échéances définies afin d'identifier les réussites, les difficultés, les leçons apprises et les mesures d'amélioration à intégrer dans les interventions en cours ou futures.

CAPITALISATION ET APPRENTISSAGE :

Des ateliers de capitalisation seront organisés pour documenter les bonnes pratiques, les innovations, les difficultés rencontrées, les solutions apportées et les leçons apprises, afin de renforcer l'apprentissage institutionnel et l'amélioration continue.

DIKO veillera également à formuler et à harmoniser ses indicateurs standards, en cohérence avec les indicateurs contractualisés avec les partenaires et les exigences de suivi de son plan stratégique.

ATELIER FINAL DE RESTITUTION :

A la fin des projets ou programmes, des sessions de restitution seront organisées avec les parties prenantes afin de partager les résultats obtenus, les changements observés, les leçons apprises et les recommandations.

ÉVALUATION DES PERFORMANCES DU PERSONNEL :

Les performances du personnel seront évaluées à la fin de chaque année et à l'issue de la période d'essai. Les résultats de ces évaluations contribueront à l'élaboration des plans de renforcement des capacités, de formation et de recyclage du personnel de DIKO.

Rapportage :

Afin de préserver les informations et de renforcer la redevabilité, un rapport sera systématiquement produit à la fin de chaque activité. Les rapports d'activités seront compilés mensuellement par projet, sous la supervision du chef de projet et avec l'appui du département MEAL. Un mécanisme clair de transmission, de validation et de respect des échéances de dépôt des rapports sera défini et suivi.

Pour mieux intégrer la dimension évaluation dans toutes ses interventions, DIKO veillera à ce que chaque projet dispose d'un plan de suivi-évaluation adapté, incluant des indicateurs, des outils, un calendrier de suivi, des responsabilités clairement définies et des mécanismes d'apprentissage.

Suivi et évaluation du plan stratégique :

SUIVI RÉGULIER :

Le suivi de la mise en œuvre du plan stratégique sera réalisé sur une base trimestrielle, à compter du démarrage du plan en octobre 2026, afin d'apprécier l'état d'avancement des objectifs, d'identifier les difficultés éventuelles et de proposer, au besoin, des mesures correctives.

ÉVALUATION INTERMÉDIAIRE :

Une évaluation à mi-parcours sera conduite à la fin de l'année 2028 afin d'analyser les progrès réalisés, la pertinence des orientations retenues, les résultats obtenus et les ajustements nécessaires pour la seconde moitié de la période stratégique.

ÉVALUATION FINALE :

Une évaluation finale sera réalisée au début de l'année 2031, après la clôture du plan stratégique au 31 décembre 2030, afin d'apprécier les résultats atteints, les changements produits, les leçons apprises et les recommandations à prendre en compte dans le prochain cycle stratégique.

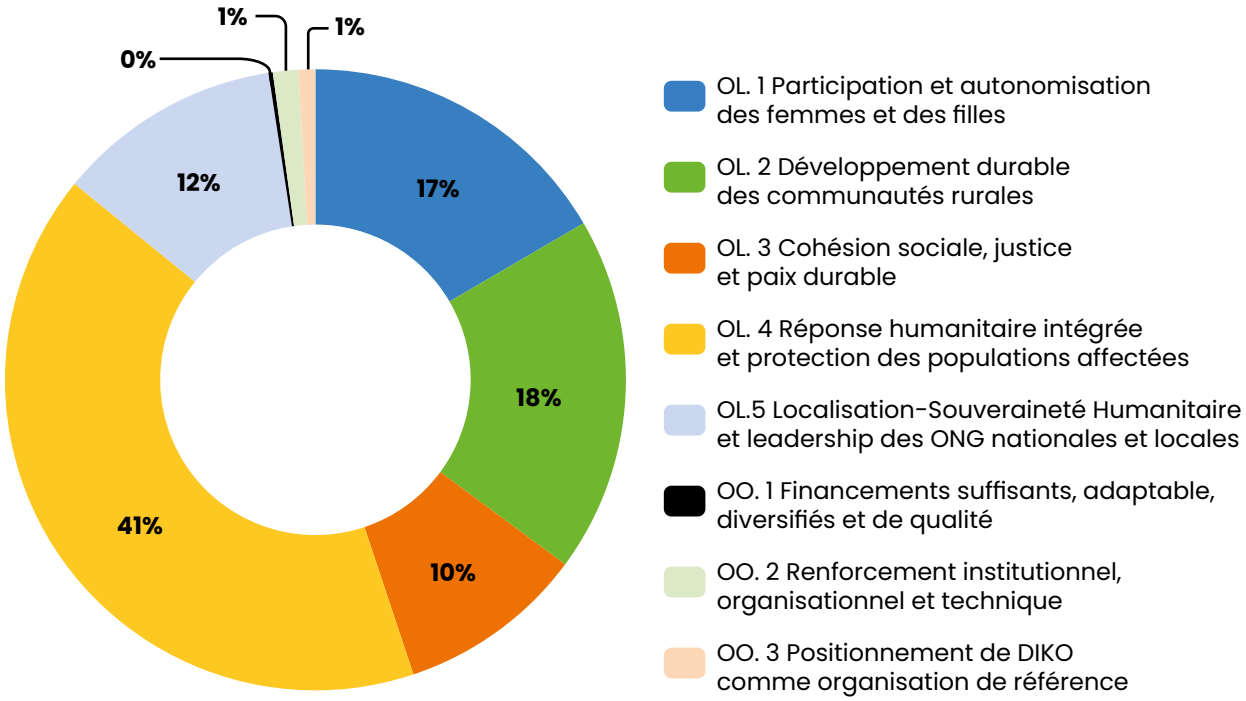




BUDGET INDICATIF

Afin de mettre en œuvre ce plan stratégique, le budget indicatif suivant a été prévu.

Objectifs Organisationnels de Livraison et stratégiques	2026	2027	2028	2029	2030	TOTAL
OL. 1 Participation et autonomisation des femmes et des filles	686.340	739.500	807.500	892.500	977.500	**4.103.340**
OL. 2 Développement durable des communautés rurales	767.086	826.500	902.500	997.500	1.092.500	**4.586.086**
OL. 3 Cohésion sociale, justice et paix durable	403.729	435.000	475.000	525.000	575.000	**2.413.729**
OL. 4 Réponse humanitaire intégrée et protection des populations affectées	1.695.664	1.827.000	1.995.000	2.205.000	2.415.000	**10.137.664**
OL.5 Localisation-Souveraineté Humanitaire et leadership des ONG nationales et locales	484.475	522.000	570.000	630.000	690.000	**2.896.475**
OO. 1 Financements suffisants, adaptable, diversifiés et de qualité	9.091	13.636	10.909	9.091	7.273	**50.000**
OO. 2 Renforcement institutionnel, organisationnel et technique	54.545	81.818	65.455	54.545	43.636	**300.000**
OO. 3 Positionnement de DIKO comme organisation de référence	36.364	54.545	43.636	36.364	29.091	**200.000**
Total € OLs + OOs	**4.137.294**	**4.500.000**	**4.870.000**	**5.350.000**	**5.830.000**	**24.687.294**
Sous-total OLs (98%)	4.037.294	4.350.000	4.750.000	5.250.000	5.750.000	**24.137.294**
Sous-total OOs (2%)	100.000	150.000	120.000	100.000	80.000	**550.000**

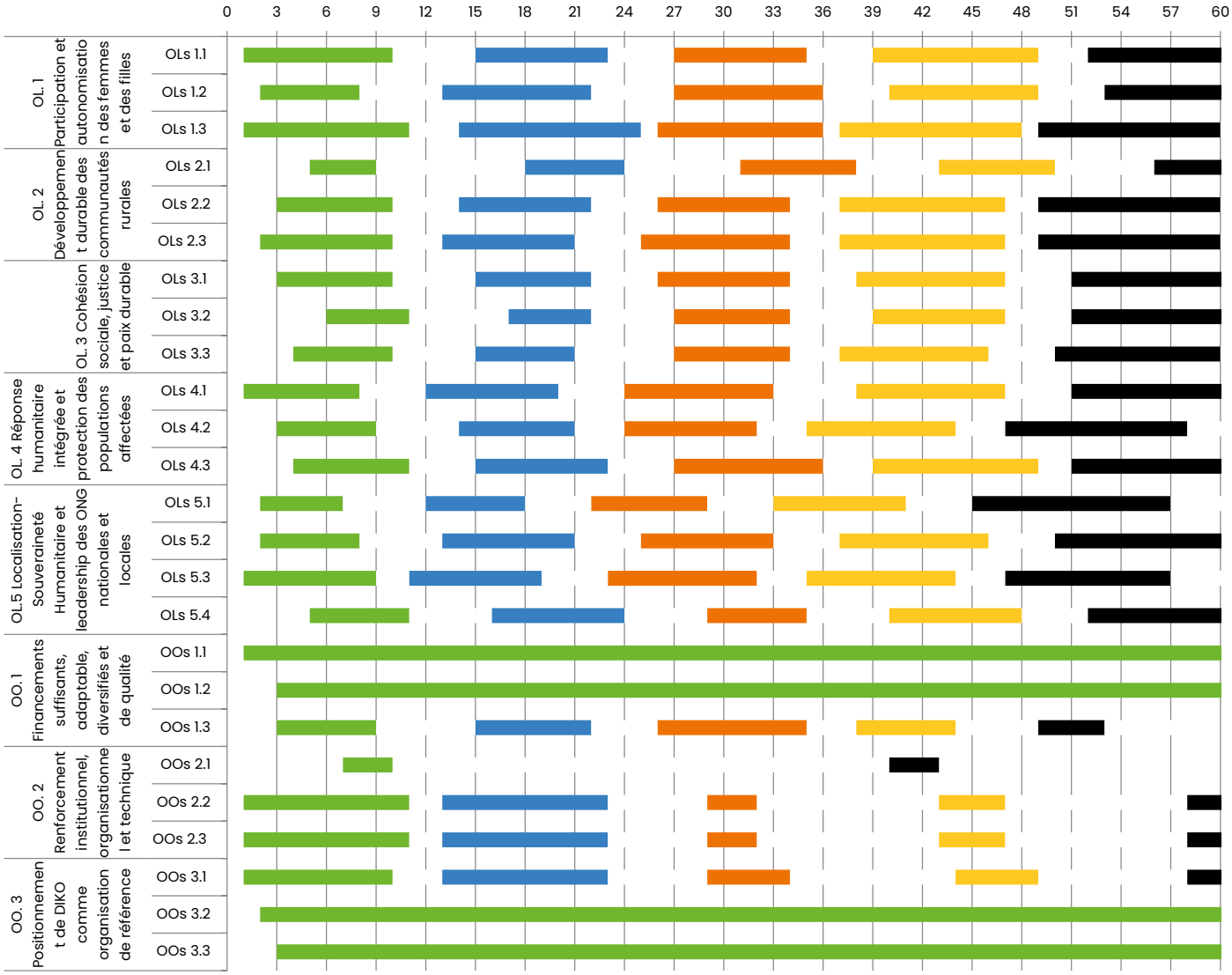




CHRONOGRAMME

Le présent plan stratégique de DIKO court du 1er octobre 2026 au 31 décembre 2030. (Les données financières prises en compte sont celles du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2030).

La mise en œuvre des Objectifs Stratégiques et Spécifiques suivra le chronogramme indicatif suivant :





www.ongdiko.org